

Éduquer le citoyen du XXI^e siècle

Conférence de Claude Béland présentée dans le cadre des grandes conférences de la rentrée à l'Université de Sherbrooke, le 26 septembre 2013.

Mes propos porteront sur l'éducation citoyenne au XXI^e siècle. Il convient que j'établisse ma légitimité à traiter un tel sujet. Soyez rassuré : mes propos seront davantage de l'ordre du témoignage que de l'ordre d'une savante dissertation. Je veux tout simplement témoigner de ce que m'a enseigné une longue carrière de près de soixante ans dans le monde de l'économie sociale. Je suis un témoin de l'évolution de la morale, des valeurs et de l'éthique collectives dans le monde et tout particulièrement au Québec.

J'ai vécu trois périodes, de durée inégale, mais chacune marquée par des valeurs dominantes différentes. La période d'avant les années 1960, une longue période de domination des valeurs religieuses. Une simple anecdote devrait suffire, je pense, à illustrer ce qu'étaient les valeurs dominantes de l'époque. À l'occasion d'un grand rassemblement des cadres et dirigeants du mouvement des caisses populaires Desjardins, à Lévis, à la fin des années 1950, un philosophe français, Joseph Folliet, devait répondre à cette question : « Pour qui le modèle d'affaires des coopératives d'épargne et de crédit doit-il exister? » Réponse : « *Une fois le nécessaire de notre vie assuré, une fois le nécessaire de votre famille assuré, et une fois que nous avons donné ce qui revient justement à l'épargne, tout ce qui nous reste, c'est du superflu qui doit être reversé dans le sein des pauvres, c'est-à-dire remis en circulation dans ce grand échange de produits et de services que constitue sur le plan économique la communauté humaine... Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que, ce que nous avons en trop, nous devons l'échanger ou le donner, le faire servir aux autres.* » Et en conclusion, cette citation de Léon Bloy : « *L'argent – celui que nous avons en trop – c'est le sang du pauvre.* » (Il avait intitulé sa conférence : *Le veau d'or*).

Vertus théologiques : la Foi, la disposition à croire aux vérités révélées; l'Espérance, la disposition à espérer la Béatitude; la Charité, c'est-à-dire l'amour et le respect de son prochain pour l'amour de Dieu. Ce sont d'ailleurs ces valeurs qui étaient constamment rappelées au moment des rendez-vous hebdomadaires à l'église d'un territoire restreint appelé *la paroisse*. En somme, l'éducation permanente à ce qui devait guider la conduite des gens. Les paroisses étaient donc des lieux dans lesquels se tissaient des liens sociaux serrés en vue de l'établissement d'une durable cohésion sociale. Les communautés religieuses dirigeaient la plupart des écoles et des collèges et les recteurs des universités étaient des cardinaux, des évêques ou des chanoines. (Le premier recteur laïc d'une université québécoise est nommé en 1965, à l'Université de Montréal.) Une période où les coopératives et les mutuelles, fortement appuyées et cautionnées par le clergé, se développaient lentement et sûrement.

Puis, ce fut la période de la Révolution tranquille, une période au cours de laquelle dominant les valeurs de la social-démocratie. On chante le début d'un temps nouveau : les valeurs judéo-chrétiennes sont désormais «civilisées», c'est-à-dire dominées par la société civile. L'État dicte désormais les règles de ce temps nouveau : liberté, égalité, solidarité sous la gouverne d'un État sous contrôle démocratique. Un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Naissance d'un État Providence. Le Québec s'inscrit dans cette période des *trente années glorieuses* que le monde des pays industrialisés a vécues après la deuxième Grande Guerre mondiale. L'espoir pour les Québécois d'être maîtres chez eux. Une autre période où le monde des coopératives s'inscrit comme partenaire d'une société qui se veut de plus en plus démocratique. Toutefois, le développement économique devient une priorité : pour être maître chez soi, il faut créer des entreprises durables – et miser sur un capitalisme à visage humain. Dans les écoles de gestion, on réfère peu aux formes d'une économie sociale, et les aumôniers des coopératives se font plus rares.

Convaincu de l'importance de l'éducation – c'est-à-dire la transmission non seulement des valeurs du savoir-faire, mais la transmission des valeurs du savoir-être dans la société à construire, mon prédécesseur, Raymond Blais, à l'Institut coopératif Desjardins, a créé deux sessions : celle sur les valeurs coopératives et celle de la culture organisationnelle de Desjardins. Il était convaincu de l'importance de l'éducation au savoir-être un bon citoyen, un bon coopérateur.

Au début des années 1980, au Québec, les premiers souffles de ce qu'on appelle *la mondialisation* s'élèvent et provoquent ce que les historiens appellent *le basculement du monde*.¹ Les valeurs de la social-démocratie se transforment en valeurs d'un nouveau libéralisme.

Les coopératives qui trouvaient aisément leur place dans un monde dominé par les valeurs judéo-chrétiennes et aussi dans un monde social-démocrate apparaissent alors comme étant des entreprises à contre-courant. Subtilement, ce grand souffle du basculement du monde, gonflé par la diffusion des promesses d'un avenir meilleur, provoque un basculement des valeurs collectives vers les valeurs de l'individualisme et la promotion de l'enrichissement individuel.

Encore là, deux anecdotes devraient suffire à illustrer ce basculement des valeurs. En 1987, soit dès mon élection à la présidence du Mouvement Desjardins, deux événements m'ont inquiété. Des événements, en apparence anodine, mais qui annonçaient le basculement des valeurs individuelles. À la première conférence de presse suivant mon élection, un journaliste, chroniqueur financier averti, pose cette question: < *Monsieur Béland, nouveau président, et encore jeune, allez-vous faire en sorte que désormais Desjardins fasse des affaires comme tout le monde... et ajoute, comme du monde!* > Autrement dit, cet expert financier me disait : < *Allez-vous demeurer à contre-courant ou allez-vous adopter la pensée unique du monde financier globalisé.* > Premier choc ! Pour survivre comme entreprise, devons-nous vraiment abandonner le coopératisme et nous inscrire dans cette pensée unique dans le secteur de la finance?

Quelques semaines plus tard, je reçois, à mon bureau, des représentants d'un ordre professionnel du Québec. On m'apprend que 80 % des membres de cet Ordre sont membres d'une caisse populaire. Le président de l'Ordre m'explique qu'à cause de l'autonomie de chacune des caisses, il est impossible aux membres de cet Ordre de faire valoir, dans leur caisse, le volume d'affaires que représentait le groupe. Afin de <corriger cette situation>, il réclamait une identification des membres de cet Ordre afin qu'ils puissent profiter de certains avantages financiers : meilleur taux d'intérêt sur les épargnes et les prêts, pas de frais pour l'achat de chèques de voyage, etc.

Or, à l'époque, dans les caisses populaires Desjardins, les taux d'intérêt sur les produits d'épargne ou de crédit, était les mêmes pour tous. Riches ou moins riches, tous profitaient du même taux d'intérêt. J'ai donc refusé sa demande. Toutefois, à l'occasion du conseil d'administration suivant cette rencontre, je fais rapport de cette demande. Deux directeurs de caisse m'informent que, déjà, dans leurs caisses, ils devaient se soumettre à ces demandes de taux privilégiés pour les mieux nantis pour éviter des transferts d'épargne dans le réseau des banques qui déjà offraient des meilleurs taux aux mieux nantis. Au fil du temps, nous avons accepté de mieux rémunérer les épargnes des grands épargnants.

J'ai réalisé alors que les règles de gouvernance et les pratiques des coopératives de services financiers, jusqu'alors dédiées au projet d'une économie du bien-être collectif, risquaient de se transformer en une économie du bien-être individuel. Et je constatais que ce nouveau courant était fort et tenace. Il éveillait la cupidité naturelle de l'être humain.

¹ Michel Beaud, *Le basculement du monde*. La Découverte. 2000

Ce qui m'a inquiété davantage, ce fut la rapidité avec laquelle ce basculement réussit à influencer les comportements collectifs. Et la profondeur des changements. J'avais connu la période de la domination des valeurs religieuses d'avant les années 1950, puis la Révolution tranquille et un Québec social-démocrate ; ce basculement des valeurs m'apparaissait inquiétant. J'ai voulu mieux comprendre comment et pourquoi les valeurs dominantes des collectivités peuvent ainsi changer et savoir s'il était possible d'en atténuer ou d'en annuler les effets. C'est pourquoi je me suis intéressé à l'évolution des valeurs dans les communautés humaines.

Dès le début de ma réflexion, je me suis rappelé le livre intitulé «*L'homme cet inconnu* » du grand biologiste français Alexis Carrel. Et je me suis souvenu aussi de cette affirmation du philosophe allemand Emmanuel Kant : *l'être humain est la seule créature vivante qui doit être éduquée*. Et il ajoutait : « *parce que c'est l'éducation qui le rend raisonnable et l'aide à surmonter sa sauvagerie originare.* » Autrement dit, pour ce philosophe, la finalité de l'éducation est d'abord et avant tout l'enseignement à devenir humain. En effet, l'être humain ne naît pas « raisonnable. » Il le devient par une éducation qui le transforme en un animal raisonnable. L'être humain est donc un être hybride : animal et raisonnable. Un être vivant dont les instincts caractérisent son animalité, c'est-à-dire des comportements innés, non raisonnés, qui font réagir et agir spontanément (instinctivement) alors que par opposition, la capacité de raisonner permet à cet être vivant de penser, de comprendre, de juger, de conceptualiser des projets, de communiquer par la parole et surtout de maîtriser ses instincts s'il en conclut que ces instincts nuisent à la satisfaction de ses besoins humains. Ces besoins, ce sont d'abord ses besoins physiologiques (qui assurent la survie), ses besoins affectifs (qui assurent le besoin d'aimer et d'être aimé (le sentiment d'appartenance) et le besoin d'accomplissement, de réaliser, seul ou avec d'autres, des choses qui sont source de fierté et de satisfaction à une vie collective paisible et harmonieuse. Ce qui est la source de la fierté!

De là, il me semble, la nécessité du premier volet de l'éducation, soit la transmission du savoir-être, dont l'objectif est de savoir mieux être ensemble avec les autres humains. Ce qui n'empêche pas le second volet de l'éducation, soit la transmission du savoir-faire, dont l'objectif est de mieux comprendre les éléments d'une science, d'un métier, d'une technique ou d'un art afin de répondre aux besoins humains. Un défi de taille, j'en conviens. Car lorsqu'il s'agit de l'évolution des valeurs sociales dominantes, lorsqu'il s'agit du savoir-être, il ne s'agit pas uniquement d'une éducation par les parents, la famille, appuyée en cela par le réseau des maisons d'enseignement (écoles, collèges, établissements de l'enseignement supérieur, etc.) mais il s'agit aussi des relations que l'être humain entretient avec les autres êtres humains, de l'influence des communications diffusées par les religions ou les divers groupements de citoyens, l'influence de la diffusion généralisée et souvent subliminale d'informations, de conseils, d'opinions, de débats, de sollicitations de diverses natures et sous des formes fort diverses par une multitude de moyens qu'offre la modernité, et ce, de plus en plus librement. Ce qu'on peut appeler l'influence de « la rumeur publique. »

Depuis quelques décennies, les communications et les informations médiatiques sont un puissant accélérateur des influences sur le savoir-être, des accélérateurs très efficaces du changement des valeurs et des comportements collectifs. Il importe d'éduquer les populations à la résistance à ces influences nuisibles à la création d'une société meilleure. Ignacio Ramonet, d'un grand journal de France, expert en la matière, parle dans ses écrits de la tyrannie de la communication. Et le docteur en psychologie Daniel Cornelier rappelle que les instincts sont les «tyrans intérieurs» de l'être humain, alors qu'Albert Jacquard affirme que ces tyrans intérieurs ne sont pas tous dans le corps de chacun, mais qu'ils se situent aussi dans cette partie essentielle de la personne qu'est l'ensemble des liens tissés avec les autres. L'être humain a en lui-même des «tyrans intérieurs» qu'il doit civiliser si sa conception du monde est celle d'un monde harmonieux.

D'ailleurs, l'histoire révèle que l'être humain consacre instinctivement plus d'énergies et de temps au savoir-faire et à la conquête du savoir-avoir qu'au savoir-être, ce qui faisait dire à Alexis Carrel en 1936 : «*Notre ignorance de nous-mêmes est d'une nature particulière... Elle est attribuable à la fois au mode d'existence de nos ancêtres, à la complexité de notre nature, et à la structure de notre esprit. Et cette nécessité exige la conquête du monde extérieur... L'homme emploie son intelligence à fabriquer des armes, à inventer la roue, à dresser les bœufs et les chevaux, à découvrir le feu, etc. avant de se connaître lui-même.* » En conclusion, il disait : «*Il y a une inégalité étrange entre les sciences de la matière inerte et celle des êtres vivants.*»

Cette affirmation est toujours d'actualité. Plus que jamais l'environnement politique, éducatif et médiatique encourage la conquête du monde extérieur. L'être humain contemporain ne résiste pas à la fabrication d'armes, à l'invention de nouvelles énergies, à l'exploitation au maximum des ressources de son habitat qu'est la planète. Et, toutes les formes d'éducation insistent de plus en plus avec force sur la consommation et la possession maximale comme source de bonheur. Encore aujourd'hui, une inégalité étrange persiste entre les sciences de la matière inerte et celles des êtres vivants.

L'histoire des civilisations

En jetant un regard sur l'histoire des civilisations, j'ai réalisé que cette dualité «animal et raisonnable» est à l'origine des deux grandes tendances qui ont marqué l'histoire des civilisations et qui sont encore présentes dans le monde d'aujourd'hui : **le courant primaire** où prévalent les instincts de domination, de possession, d'exploitation du travail des plus faibles et le pillage des biens produits par d'autres collectivités et **le courant civilisateur** où tend à s'affirmer un esprit de coopération et d'équité qui émane des aspirations humaines les plus profondes de liberté, d'égalité et de fraternité ²et est le fruit de la capacité de raisonner de l'être humain.

Manifestement, la longue période de l'Antiquité fut celle du courant primaire. En ces temps-là, les comportements résultant des instincts humains (désir de domination, de possession, d'exploitation des plus faibles, de pillage des biens d'autrui) sont dominants. C'est la loi du plus fort. Pendant de nombreuses années, cette minorité s'intéresse au savoir-faire uniquement pour son propre bénéfice. Comme l'écrit Chris Harman dans son livre sur l'histoire populaire de l'humanité, «*Christophe Colomb n'aurait pas trouvé la route des Amériques sans l'astrolabe des Arabes et la boussole des Chinois. Les armées royales n'auraient pu gagner des batailles sans leurs arbalètes perfectionnées et les nouvelles armes à feu*» nécessaires au renforcement de leur domination et de leurs acquis.

Fort heureusement, au fil du temps, grâce à l'accès possible par des familles de marchands à des maisons d'enseignement, et grâce à l'invention de l'imprimerie et de l'édition en masse de textes jusque-là disponibles uniquement sous la forme de manuscrits précieux conservés dans des bibliothèques réservées aux rares lettrés, ces connaissances sont désormais disponibles au plus grand nombre grâce à la diffusion à des milliers d'exemplaires. Heureusement, nous n'en sommes pas encore au temps de la propagande...mais plutôt au temps d'une prise de conscience de ce qui existe déjà! Ce peuple mieux informé réussit, tant bien que mal, à gérer collectivement son milieu de vie par des assemblées de citoyens. C'est finalement ce peuple mieux informé qui, au XVIIIe siècle, rend possibles les grandes révolutions populaires qui ont institutionnalisé le courant civilisateur par l'invention de la démocratie.

Désormais, les affaires de l'État seront, du moins constitutionnellement, sous contrôle démocratique.

² Jacques B. Gélinas, revue Possible, octobre 2012.

Désormais, les sujets du roi seront des citoyens. Et seront adoptées des chartes et des déclarations des droits de l'homme et du citoyen. Pas étonnant que ce soit aussi au 18^e siècle que sont institutionnalisés le coopératisme et la mutualité. Et que naît le syndicalisme. C'est le courant de la reconnaissance du citoyen comme élément central du développement des sociétés. Un premier basculement du monde où l'État devient, selon les grandes chartes, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple!

Toutefois, cette idée de la démocratie ne fait pas vraiment l'unanimité. Elle est même fragile, du moins la démocratie dans sa forme la plus pure – celle de la souveraineté du peuple. Le professeur et chercheur Francis Dupuis-Déri³ dans son livre sur l'histoire du mot « démocratie » rappelle que les rois et empereurs de l'époque n'étaient pas de grands partisans de la démocratie. Ils ont cédé aux révolutions afin d'avoir la paix, mais leur désir de domination n'est pas disparu par la seule création de la démocratie. Au contraire, ils craignaient la démocratie et souffraient de l'agoraphobie : ils craignaient la tyrannie des pauvres! Malgré le pouvoir souverain du peuple, ils réussirent à maintenir, pour le monde des affaires et de la finance, le pouvoir du capital. Les riches ont su ainsi conserver un pouvoir important. La crainte de la tyrannie du peuple sera si forte qu'on réussira aussi à créer, afin de surveiller les travaux de la chambre législative où siègent les élus du peuple - des assemblées de «sages» (des animaux plus raisonnables que les autres, soit des sénats ou des conseils législatifs...) pour réviser les lois votées par les représentants du peuple...).

En conséquence, cohabitent, depuis ce temps, ceux qui désirent un système fondé sur l'enrichissement individuel, et ceux qui désirent l'adaptation du pouvoir économique et politique au milieu social. Naît ainsi, au XVIII^e siècle, un dilemme qui perdure, celui du choix entre l'individualisme et le collectivisme ou l'associationnisme, le choix entre une économie du bien-être individuel ou une économie du bien-être collectif. Ce dilemme est toujours d'actualité. Un dilemme tranquille toutefois, puisque tout au long du XIX^e siècle le courant civilisateur réussit tant bien que mal à équilibrer les forces du courant primaire.

Puis vint le 20^e siècle. Dès le début, le courant primaire, ce désir de domination et de possession de certains pays, renaît et déclenche une première grande guerre mondiale. (1914-1917) Résultat : 15 millions de morts. À la fin de cette guerre, les belligérants se réunissent et s'inspirant du courant civilisateur proposent de créer une Société des Nations dans le but de mettre fin définitivement à ces conflits désastreux. Les États-Unis refusent d'y adhérer, et ainsi affaiblie, la nouvelle Société des Nations peine à remplir sa mission. En 1929, alors que les inégalités entre les classes de citoyens aux États-Unis atteignent des sommets, résultat d'un courant primaire exacerbé, le monde est secoué par le fameux krach boursier américain. Solution? Le président Roosevelt a recours à des valeurs du courant civilisateur et impose les règles et les pratiques d'une social-démocratie afin de rétablir la situation, ce qu'on a appelé le < New Deal >.

Mais, pendant ce temps, en Europe, en certains pays, on rêve de conquêtes du monde. En ces pays, les désirs de domination, de possession, d'exploitation des plus faibles, de pillage des biens des autres (le courant primaire) sont bien vivants, et dès 1939 jusqu'en 1945, le monde est secoué par une deuxième guerre mondiale. Résultat : 50 millions de morts ! Solutions ? De nouveau, recours aux valeurs du courant civilisateur : en 1944, à Bretton Woods, les États-Unis acceptent d'être le gardien de la stabilité monétaire. Et, en 1945, création de l'ONU, et en 1948, rédaction de la Déclaration des droits de l'homme.

De 1945 à 1975, le monde occidental vit ce que les historiens appellent *les trente années glorieuses*. Aux États-Unis, la classe moyenne devient la classe dominante : on en vient à croire que la lutte aux inégalités

³ Francis Dupuis-Déri, *Démocratie – Histoire politique d'un mot*, LUX.2013.

est achevée et qu'on a finalement trouvé les fondements d'un système fondé sur la liberté, mais une liberté qui ne nuit pas à celle des autres, l'égalité et la fraternité. Les deux partis politiques majeurs – démocrates et républicains – partagent cette vision. Le courant civilisateur domine. Mais chez l'être humain – non éduqué au savoir-vivre-ensemble, le courant civilisateur demeure fragile alors que le courant primaire demeure puissant.

Au début des années 1970, malgré le succès de la social-démocratie à l'américaine, voilà que des économistes enregistrent, en conséquence de l'accélération de la mondialisation, une forte hausse de l'inégalité au profit d'une minorité. Un petit nombre d'individus, déjà suffisamment puissants pour profiter du rapprochement des marchés, prennent une avance considérable sur la majorité, et principalement aux États-Unis. De renommés économistes européens et américains (comme par exemple, Friedrich Hayek, en Europe, et Milton Friedman et ses Chicago Boys aux États-Unis) s'inspirent alors de ces succès financiers d'une minorité et affirment que l'économie qui fait du citoyen l'élément central du développement sera incapable de répondre aux nouveaux besoins des populations. Ils proposent que l'élément central du développement soit désormais le pouvoir économique et financier de façon à décupler la croissance et de faire en sorte que la population mondiale puisse en profiter. Un projet collectif emballant, généreux, à la rescousse des défis démographiques de l'avenir, fondé, non pas sur la démocratie, non pas sur la majorité citoyenne, mais sur la force du capital. On propose pour le monde de la finance et du commerce, la dérèglementation, la désintermédiation, le décloisonnement et un marché global libre. Bref, la grande liberté.

Pour appuyer ce virage, dès le 15 août 1971, les États-Unis renoncent à leur engagement d'être le gardien de la stabilité monétaire mondiale (engagement pris à la fin de la Deuxième Guerre mondiale) et en mars 1973, le régime des taux de change fixes se ferme définitivement et est remplacé par le régime de changes flottants, c'est-à-dire que la valeur des monnaies s'établit en fonction des forces du marché. Il en résulte une spéculation nouvelle et importante : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il se crée plus de richesses par la seule spéculation (sans production de biens et de services.) Entre 1970 et 2004, les transactions quotidiennes sur les marchés de devises passeront d'une dizaine de milliards de dollars à...deux-mille-milliards, soit deux-cents fois plus ! L'économie financière brassera des montants trente fois supérieurs à ceux échangés dans l'économie réelle. Autant de création de richesses déconnectées de l'économie réelle.

En 1973, les pays producteurs de pétrole font aussi évaluer leurs produits par le marché. La forte augmentation des prix du pétrole transfère alors d'énormes quantités de liquidités sur les marchés occidentaux : il s'agit de faire fructifier cette nouvelle richesse produite uniquement par la spéculation. On crée deux piliers importants du nouveau régime : la spéculation et l'endettement. En conséquence, les instincts primaires des populations sont fortement sollicités. Il en résulte une violence nouvelle des relations entre les individus et entre les États que le marché n'a pas pu ou n'a pas su réguler. Le profit sans limites, cette forme autorisée de l'exploitation de l'homme par l'homme, devient l'apanage de l'habileté de gestion. Les liens sociaux sont dilués et même brisés. L'individualisme devient le paradigme dominant.

Le flux exceptionnel des liquidités financières résultant de l'exacerbation de la spéculation et de l'endettement des ménages provoque une chute du taux d'épargne jadis de 12% au Québec à pratiquement zéro! Cette production de la richesse née de la spéculation profite surtout aux détenteurs de capitaux. On assiste alors à la fracture entre le pouvoir économique, le pouvoir politique et le pouvoir de la société civile. Ce qui cause un constant déséquilibre. Comment créer la cohésion sociale lorsque les liens sociaux – les liens entre les individus – ne se tissent pas dans la perspective d'une réussite collective,

mais dans la perspective d'une réussite individuelle. Comment créer une éthique de bien commun alors que le système dominant favorise plutôt des éthiques sectorielles.

Pas étonnant que cette lutte individuelle pour la vie, la concurrence, l'exploitation des uns par les autres, et l'impératif d'une croissance constante de la production en vue d'assurer des rendements haussiers, aboutissent à des crises économiques et financières récurrentes. Des crises à tous les six ou sept ans : 1973, 1979, 1987, 1991, 1996, 2001...et 2008!

Et malgré cela, la plupart des médias, propriétés de grands détenteurs de capitaux, font la promotion de ce nouveau régime. Les crises récurrentes ne sont, selon les informations publiques, que des accidents de parcours. Elles sont normales, disent certains économistes, puisque le système vise justement le maximum de rendement sur les capitaux investis. Un système, qui malgré ces quelques inconvénients, serait ce que l'animal raisonnable qu'est l'homme a pu faire de mieux!

La rumeur publique confirmant l'efficacité de ce système, tant aux États-Unis, et plus tard au Canada, les écoles d'études commerciales ou financières ont suivi ce courant en éduquant leurs étudiants à ce nouveau savoir-faire dans le monde des affaires. Ce qui a fait dire à Riccardo Petrella, un économiste italien bien connu, que la plupart des écoles de gestion forment des guerriers prêts à affronter la concurrence dans l'arène du nouveau libéralisme. Ainsi va la vie. En conséquence, les grandes entreprises coopératives, celles qui sont déjà engagées à l'international cherchent à s'adapter aux désirs de leurs membres influencés par ce monde nouveau. Les grandes décisions relatives aux lois du marché sont imposées par des autorités lointaines sur lesquels elles n'ont aucun contrôle et peu d'influence.

La vague individualiste est alors si forte qu'il a suffi de quelques années pour que les médias et de grands économistes proclament le triomphe du capitalisme. Entre autres, l'économiste français, Guy Sorman, dans un livre intitulé *L'économie ne ment pas*, déclare : « *Il n'existe désormais qu'une seule économie, le capitalisme de marché, l'économie libérale. (...) Une fin de l'histoire qui agace les idéalistes et les idéologues : eux qui rêvent d'un monde plus juste, plus spirituel, ou plus vert.* »

Les résultats de ce basculement du monde.

Mais, heureusement, si l'économie ne ment pas – la réalité non plus. Après trente ans, ce régime qui se voulait triomphant n'a pas réussi pas à combler les espoirs de créer des sociétés où chacun et chacune peuvent y vivre dignement, tels que définis dans les grandes chartes ou les grandes Déclarations des droits de l'homme. Au contraire. La crise de 2008, à la suite de toutes les autres, a provoqué une réaction universelle et de nombreuses dénonciations du système dominant par des manifestations spontanées de populations indignées, par des révoltes dans tous les replis de la planète et aussi par une littérature abondante et internationale dénonçant les effets négatifs de ce Nouveau Monde.

Des chercheurs, des observateurs de l'évolution des sociétés, des économistes ne cessent de proposer des alternatives afin de changer le monde. Joseph Stiglitz, vice-président et chef économiste démissionnaire de la Banque Mondiale, Prix Nobel d'économie, résume bien ce cri d'alarme. Les seuls titres de cinq livres qu'il a écrits au cours des dernières années en disent long : (1) « *la grande désillusion* » dans lequel il affirme que « *la mondialisation ça ne marche pas, ça ne marche pas pour les pauvres du monde, ça ne marche pas pour l'environnement, ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale.* » (2) Ou encore dans son livre intitulé « *le triomphe de la cupidité* », dans lequel il affirme qu'il « *est urgent aujourd'hui de repenser le monde, de réformer une science économique qui s'est fourvoyée* » (3) et dans livre « *le prix de l'inégalité* », il explique pourquoi notre système économique ne fonctionne pas pour la grande majorité de la population, pourquoi l'inégalité s'aggrave à ce point – du jamais vu, dit-il, depuis les années

trente...Et cette inégalité a un prix puisqu'elle est la cause et la conséquence de la faillite du système politique et alimente une instabilité et une inefficacité qui l'aggravent à leur tour. C'est ce cercle vicieux, dit-il qui nous plonge dans l'abîme...(4) et dans son livre *«quand le capitalisme perd la tête»*, il esquisse les grandes lignes d'un idéalisme démocratique, une vision d'avenir fondée sur un juste marché entre le marché et l'État et sur des valeurs réelles telles que la justice, l'égalité des chances, la priorité à l'emploi et le droit du citoyen à l'éducation et à l'information et finalement (5) dans son plaidoyer *« pour un autre monde,»* il insiste sur le fait qu'il n'y a pas qu'une seule façon de gérer l'économie et de faire des affaires. Il écrit : *“Malheureusement, la plupart des élites économiques et politiques n'en prennent pas conscience : aveuglées par leurs croyances, elles évoquent une crise exclusivement financière qui aura certes des répercussions économiques, alors qu'il s'agit de la faillite d'un système conjugué à une grave crise morale.»* Il ajoute : *il faut désintoxiquer les responsables politiques et économiques d'une idéologie qui s'est avérée défailante...Il est donc urgent aujourd'hui de repenser le monde...»*

Oui, repenser le monde puisqu'il est étrange que les créateurs de sociétés, les représentants des États et des peuples, si habiles à favoriser l'exploitation des ressources de la planète et à tirer le maximum de la matière, n'arrivent pas à créer un monde libre, égalitaire, fraternel, solidaire et juste. Comme au temps d'Alexis Carrel, il y a encore de nos jours une inégalité étrange entre les sciences de la matière et celle des êtres vivants.

Comment expliquer que le monde soit en *feu*, comme le titrait récemment un grand journal français? Est-ce le vœu de la majorité citoyenne? Comment expliquer que le monde en soit là, alors que le dernier siècle - le XXe siècle - est considéré comme le siècle le plus prolifique sur le plan du développement des sciences théoriques et le plus prolifique quant à la multitude des innovations scientifiques. Comment se fait-il que le monde en soit rendu là alors que la deuxième moitié de ce XXe siècle est reconnu comme étant celui de *« l'explosion de l'éducation »* et le siècle d'une élévation très significative du niveau d'instruction moyen de la population, comme le constate l'UNESCO dans un récent rapport. (Dans ce rapport, on rapporte que les étudiants dans les maisons d'enseignement supérieur chez les membres de l'ONU sont passés de 13 millions en 1960 à 82 millions en 1995. En si peu de temps, un tel changement quantitatif est accompli sans être accompagné de changements qualitatifs d'une ampleur comparable aux nouvelles situations, aux nouvelles exigences et aux nouveaux besoins.⁴ Sans que nous ayons réussi à apprendre à *«mieux vivre ensemble.»*

Ce qu'on sait toutefois, c'est que le monde est en feu ! Printemps arabe, émeutes, révolutions, guerres fratricides, faillite de grands pays, tels la Grèce, l'Espagne, le Portugal, etc. De fortes cohortes d'individus vivant le désespoir du chômage et de l'impuissance, n'ont plus rien à perdre et risquent leur vie dans des manifestations désespérées. Ces populations se sentent ignorées et trahies par l'État, écrasées par un système économique dominant dédié à l'enrichissement des seuls détenteurs des moyens de production et des capitaux. Et comme l'écrit Serge Truffaut dans un éditorial récent dans le journal LE DEVOIR, *«après 20 ans de politiques faites contre les classes moyennes et les foyers à revenu modeste, les riches ont encaissé, encaissé. De telle sorte qu'aujourd'hui la concentration des richesses est revenue au niveau enregistré dans les années...30!»* Oui, le monde est en feu. La révolte anime l'immense cohorte des sans nom et des sans abris, des démunis et des exploités qui, de toute évidence, sont de plus en plus nombreux pendant que la minorité des riches s'enrichit à un rythme indécent. Directement causée par les grandes banques des pays développés stimulées par leur appétit immodéré pour le profit et les bonis sans limites qui ont conduit à tous les excès⁵, la profonde crise de 2008 dont les effets se font encore sentir, se satisfait

⁴ Frederico Mayor, L'enseignement supérieur au XXIe siècle, Hermès. 2000.

⁵ Jean-Robert Sansfaçon, LE DEVOIR, Éditorial. 9 août 2011.

de remèdes qui ne sont que des cataplasmes, soit l'infusion de mille milliards dans le système financier et le gel des taux d'intérêt des banques centrales des grands pays, ce qui permet aux profiteurs de ce nouveau système d'en profiter encore davantage, comme si rien ne s'était passé : profits records, augmentation de la rémunération des hauts dirigeants, domination du capital. Pourtant, il faut davantage. Le système a subi un infarctus libéral et comme dans le cas d'un individu frappé par cette maladie, des cataplasmes, les perfusions, ne suffisent pas, il faut carrément *un changement de régime*. Il en va de même pour les sociétés humaines!

Autant de résultats contraires aux vœux exprimés dans les grandes chartes des droits de l'homme. Des résultats qui résultent de cette volonté de maintenir cette inégalité étrange entre les sciences de la matière et celle des êtres vivants.

Comment expliquer que dans des grands pays - les États-Unis, par exemple, - les maisons d'enseignement et particulièrement les écoles de gestion - se sont intéressé davantage aux «savoirs utiles» qu'aux «savoirs savants.» Dans des universités américaines, les disciplines regroupées sous le terme des «humanités» - sont jugées comme peu rentables pour la société (et peu rentable pour l'université aussi, j'imagine), voire superflues. Cette façon de penser favorise l'enseignement des savoirs utiles à la promotion du courant primaire, au lieu de miser aussi et surtout sur le savoir-être, sur le savoir-vivre ensemble dont le monde d'aujourd'hui et de demain a bien besoin.

L'UNESCO, cette filiale intellectuelle de l'ONU, s'est beaucoup intéressée dernièrement à l'enseignement, et particulièrement à l'enseignement supérieur. Dans un ouvrage publié par son directeur général, Frederico Mayor⁶, les conclusions de consultations faites lors de cinq conférences régionales et d'une conférence mondiale récente sur la question de l'enseignement supérieur sont présentées. La conclusion est claire : *< la mission d'enseignement est une mission d'éducation globale, intellectuelle, civique, éthique, de culture générale, et bien entendu de formation qui contribue au développement complet et à l'épanouissement individuel en tant que personnes, de citoyens responsables et actifs possédant une large culture générale et professionnelle, préparés et motivés à agir pour une société meilleure.>* Donc, une éducation à faire renaître le courant civilisateur et à en assurer la permanence.

Des professeurs émérites sont d'ailleurs d'avis que la formation de gens employables est certes utile au développement du pouvoir économique et au maintien d'un bon PIB - mais qu'il importe aussi - et surtout - de former les gens à devenir de bons citoyens afin d'assurer la permanence du PIB - du bonheur intérieur brut.

D'autres sont d'avis que la formation de gens capables d'empathie et sachant faire face à des situations dans un contexte culturel différent, est le défi éducatif qu'imposent la mondialisation et le XXI^e siècle. Car, disent-ils, les «capabilités» se distinguent des capacités. Et l'évolution des inégalités ne se mesure pas en chiffres ou en calcul de la richesse, mais en la «capabilité» de profiter des opportunités qui se présentent et qui peuvent contribuer au développement individuel et collectif.

Ce qui fait dire à Martha Nussbaum,⁷ professeur de philosophie à la faculté de droit de l'Université de Chicago : *«Nous sommes plongés dans une crise redoutable, grosse de graves conséquences mondiales. Non, je ne veux pas parler de la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008. (...) Je pense à une crise qui passe*

⁶ Frederico Mayor, L'enseignement supérieur, Hermès 2012.

⁷ Martha Nussbaum, *Les émotions démocratiques*.

largement inaperçue, tel un cancer; une crise qui pourrait être, sur le long terme, bien plus dévastatrice pour l'avenir d'un gouvernement démocratique : la crise mondiale de l'éducation.» Elle ajoute : «de profonds changements affectent ce que les sociétés démocratiques enseignent aux jeunes. Avides de profit national, les États et leurs systèmes éducatifs bradent avec insouciance des atouts indispensables à la survie des démocraties. Si la tendance se prolonge, les États du monde entier produiront bientôt des générations de machines efficaces, mais non des citoyens complets capables de penser par eux-mêmes, de critiquer la tradition et de comprendre ce que signifient les souffrances et les succès d'autrui. L'avenir des démocraties mondiales est en jeu.»

En effet, la démocratie est construite sur le respect et l'empathie, et ces qualités dépendent de la capacité de voir les autres comme des êtres humains et non comme de simples objets, de simples machines à consommer – ou de simples machines à voter. D'autres pensent qu'il faut restreindre la pratique de la démocratie à des démocrates qualifiés. Dans la revue américaine *The American Interest*, sous le titre «*who needs democracy*» un professeur en économie suggère de s'inspirer de Platon et de Thomas Jefferson et d'introduire l'élitisme dans la pratique démocratique : l'obligation de démontrer leurs compétences des candidats aux postes électifs et des électeurs munis d'une carte de compétence !

Le XXI^e siècle sera différent.

Bref, le monde de demain devra être fondamentalement différent de celui que nous connaissons présentement. Il devra être le siècle de la renaissance d'une démocratie par l'éducation généralisée à la responsabilité et par une pratique démocratique soutenue par une éducation permanente.

«Il s'agit d'armer chaque esprit dans le combat vital pour la lucidité » dit Edgar Morin, ce grand intellectuel français. Oui, la lucidité : tous doivent bien comprendre les choses, non pas chacun à sa façon ou comme on les espère, mais comme elles sont! Et agir en conséquence. Prendre conscience des incohérences que l'ignorance tolère.

Changer le monde, ce n'est sûrement pas par la seule connaissance de la matière inerte, ou par l'accélération de l'exploitation des ressources de la planète, ou par l'enseignement dans les maisons d'enseignement supérieur d'un savoir-faire spécialisé cloisonné et même surspécialisé, sans référence aux exigences du savoir-être et sans que l'objectif final des innovations scientifiques soit précisé. Il faut prendre conscience que si l'être humain est un être hybride, il est aussi un être global éduqué au service du mieux-être collectif. Prendre conscience qu'historiquement, à chaque fois que le monde a connu des crises, des guerres, des désastres, il a eu recours, dans sa recherche de solutions, aux valeurs du courant civilisateur. Pour ma part, je terminerai en insistant sur deux objectifs : 1) réformer la démocratie; et 2) dans les maisons d'enseignement – surtout au niveau supérieur – mobiliser les connaissances.

Il faut dire «oui» à une éducation qui favorise la renaissance de la démocratie. Pourquoi? Parce que les capacités de pensée critique et de réflexion sont essentielles au maintien et au développement de sociétés qui favorisent la création de liens sociaux solides en vue de l'établissement d'une cohésion sociale durable.⁸ Parce qu'il faut redonner à l'être humain sa place dans la société. On ne peut laisser le pouvoir décisionnel du «vivre ensemble» uniquement entre les mains des détenteurs des moyens de production et des capitaux, ou entre les mains de majorités lointaines sur lesquels les minorités ont peu d'influence. Il faut miser sur la décision majoritaire des citoyens vivant sur un territoire défini, sur une démocratie qui reconnaît l'égalité des droits et des chances pour tous. Sans éducation ouverte sur l'être global qu'est l'être humain, l'être humain agit plutôt sous l'effet de ses instincts, de ses impulsions et de ses passions.

⁸ Martha Nussbaum. Les émotions démocratiques, Comment former les citoyens du XXI^e siècle, CLIMATS, 2011.

Ce qui conduit à des impasses! Et à son infériorité.

Boutros Boutros Ghali, secrétaire général de l'ONU (1992-1997) disait à la fin de son mandat : « *Il faut à tout prix démocratiser la mondialisation avant que la mondialisation ne dénature la démocratie et avant que n'éclate des conflits d'intérêts dont les attentats du 11 septembre 2001 pourraient bien constituer le funeste présage...* »

Il faut favoriser la création d'entreprises et d'associations sous contrôle démocratique – au lieu du contrôle par le capital – puisque ces regroupements de citoyens sont des écoles permanentes d'éducation à la citoyenneté. Et que ce sont de telles entreprises qui font du citoyen l'élément central du développement. Par exemple, en faisant en sorte que les gains de productivité profitent aux citoyens-travailleurs et non pas seulement aux citoyens-investisseurs.

Deuxièmement, à mon avis, éduquer le citoyen au XXI^e siècle, exige la mobilisation des connaissances, soit un savoir universel, du moins le savoir nécessaire à la citoyenneté humaniste. Si au temps de la Renaissance et des Lumières, l'idéal humaniste proposait le savoir universel, ce qui était possible à l'époque en raison d'une étendue limitée des connaissances, de nos jours, le vaste champ de connaissances est tel qu'il rend utopique ce savoir universel. En conséquence, vu l'abondance et la complexité des connaissances contemporaines, on préfère les disséquer. Il en résulte une prolifération de spécialités. Par exemple, le savoir universel dans le domaine de la santé se subdivise en autant d'organes que peut compter l'être humain. Il en va de même dans le domaine du droit et de la plupart des professions.

Chez les avocats, par exemple, un Bâtonnier français écrivait sans hésitation : « *Pour un avocat, l'excès de spécialisation devient une forme d'incompétence. La spécialisation implique une rigidité intellectuelle alors que la solution à des problèmes humains requiert un maximum de souplesse, une grande ouverture d'esprit.* » Avec nostalgie, il rappelait le bon vieux temps où l'avocat était un généraliste capable d'aborder tous les problèmes, juridiques, économiques, sociaux, politiques, scientifiques et capable aussi de plaider aussi bien en matière civile que commerciale, administrative, rurale qu'urbaine. À son avis, le client était mieux servi! Le Bâtonnier plaidait en faveur d'une culture plus générale préparant les futurs avocats à affronter tous les domaines du droit. Ce qui leur voudrait, disait-il, le titre d'honnêtes hommes et de bons citoyens.

Cette spécialisation milite en faveur d'une mobilisation des connaissances, tant au niveau de l'intérieur d'une profession qu'à l'intérieur d'une faculté universitaire. Le XX^e siècle, disent les grands observateurs de l'évolution des sociétés, fut le siècle des États et des entreprises. Le XXI^e siècle devra être le siècle de la démocratie et du citoyen. Déjà, d'ailleurs, un certain espoir naît à cet égard.

L'espoir.

L'ONU s'intéresse de plus en plus concrètement à la pratique de la démocratie ainsi qu'au développement local et régional. Elle a proclamé l'année 2012 comme étant l'année internationale des coopératives, invitant ainsi tous les pays membres à promouvoir la création de coopératives et à adopter des législations qui facilitent la création de ces entreprises sous contrôle démocratique, ces entreprises inspirées du courant civilisateur. L'UNESCO, depuis quelques années, accorde une priorité aux exigences de l'enseignement, insistant sur l'enseignement du savoir-être.

Ici au Québec, on assiste à la renaissance de collèges – du type collèges classiques – et on compte déjà quelque 80 écoles membres du Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales – dont la devise est *Un réseau où se prépare l'avenir*. La mission de ces écoles est le développement des

valeurs et des attitudes entrepreneuriales et environnementales chez les jeunes des écoles primaires, là où s'acquièrent le plus solidement les «savoir-être» et les savoir-devenir» qui les accompagneront toute leur vie durant. Le Réseau bénéficie déjà de partenariats avec le Gouvernement du Québec. On assiste aussi à une littérature abondante proposant un nouveau basculement du monde vers un monde plus civilisé.

De plus, le monde s'est offert, grâce au savoir-faire, une évolution spectaculaire du numérique, qui nous offre des océans de connaissance à naviguer et qu'il nous faut explorer et apprivoiser et qui s'annonce efficaces à la renaissance d'une démocratie ouverte. Un des potentiels du numérique est d'étendre les capacités de l'humain pour accéder au passé, visualiser le présent et simuler l'avenir. Tirer pleinement avantage de ces potentiels suppose une évolution des capacités cognitives, de raisonnement, et de fonctionnement en réseau.

Dans un monde incertain, l'avenir des nations ne dépend pas seulement de leur capital économique ou de leurs ressources naturelles, et encore moins de leurs armes et de leurs armées puissantes, mais de leur capacité collective à comprendre et anticiper, par l'éducation, les mutations dans les relations entre les humains.⁹ Face à l'émergence d'une économie créative et des sociétés du savoir, et grâce à l'essor civilisé du numérique, la participation active de chacun au nouvel espace public mondial est une condition de la paix et du développement.

Pour éteindre le feu dans le monde, il faut, je pense, l'arrosage de nouvelles valeurs. Non pas des valeurs inscrites en bourse, mais des valeurs à inscrire dans le cœur des gens. Peut-on mobiliser suffisamment de porteurs des valeurs du courant civilisateur pour qu'il en soit ainsi ? C'est ce que je souhaite de tout cœur!

⁹ Collectif, La métamorphose numérique, Manifestô, 2013.